

Après les élections tunisiennes, des tentatives pour «sauver le pays»

— Près de 89% des Tunisiens ont boudé les urnes lors du second tour des législatives du 29 janvier.

— La centrale syndicale UGTT entend recréer le «quartette» de la société civile, à l'instar de celui qui fut récipiendaire du prix Nobel de la paix en 2015 pour avoir su sortir le pays d'une grave crise politique.

Le président de l'instance électorale tunisienne misait sur un rebond de participation pour le second tour des législatives ce dimanche 29 janvier, après le fiasco du premier tour le 17 décembre dernier. Las, la désaffection est tout aussi massive, avec un taux d'abstention de près de 89%.

Les 154 élus (1), dont seulement une dizaine de femmes, n'ont aucune légitimité, aux yeux des partis politiques exclus de ce scrutin uninominal conçu par le président Kaïs Saïed qui cultive une détestation à leur rencontre et s'est octroyé les pleins pouvoirs en 2021. Les cinq partis, dont les islamistes d'Ennahda, réunis au sein du Front de salut national ont ainsi

appelé à «travailler main dans la main pour créer le changement par le départ de Kaïs Saïed et aller à une élection présidentielle anticipée».

«Mais l'opposition est scindée en trois blocs irréconciliables», commente Hatem Nafti, auteur de *Tunisie, vers un populisme autoritaire ?* (2). «D'un côté, détaille-t-il, les islamistes et leurs alliés qui veulent revenir au pouvoir sans tirer les leçons de leurs échecs ; de l'autre le parti d'Abir Moussi, issue du parti dissous de l'ex-président Ben Ali, qui veut revenir à l'ancien régime et fermer la parenthèse de la transition démocratique ouverte

Le boycott du scrutin est autant dirigé contre le président que contre les partis politiques discrédités.

en 2011 ; et enfin les partis du centre et de gauche, alliés aux défenseurs des droits de l'homme, eux-mêmes très divisés.»

«Il n'y a pas d'alternative politique», résume, lapidaire, le sociologue Mehdi Mabrouk. Et la Tunisie s'enfoncé mois après



mois dans ce que d'aucuns appellent une «libanisation» du pays faite de pénuries, d'inflation, de dégradation des services publics, de commerce informel et de fuite migratoire. Face à ce délitement, Kaïs Saïed perd certes de son aura. «Mais il reste malgré tout en tête dans les sondages», constate Hatem Nafti.

Et selon lui, le boycott du scrutin est autant dirigé contre le président que contre les partis politiques discrédités. La quasi-totalité des Tunisiens avaient applaudi lorsque Kaïs Saïed avait réalisé son coup de force le 25 juillet 2021 et suspendu un parlement qui s'était minablement donné en spectacle, incapable d'impulser la

bonne marche du pays. Y compris la puissante centrale syndicale UGTT et d'autres organisations de la société civile qui aujourd'hui cherchent à s'organiser pour «sauver le pays».

L'UGTT s'est alliée à la Ligue des droits de l'homme, à l'ordre des avocats et au Forum des droits économiques et sociaux (FTDES), pour former un «quartette», rêvant d'endosser à nouveau le rôle d'éclaircur du pays, à l'instar du quartette créé en 2013 quand la Tunisie menaçait de basculer dans la guerre civile. Ce qui leur valut un prix Nobel de la paix en 2015.

«Trois commissions politique, économique et sociale ont été créées au sein du quartette et se donnent un mois pour donner une feuille de route au président et à la population», précise Abderrahman Hedhili, président du FTDES, qui veut croire que l'histoire peut se répéter pour sauver une fois de plus ce qui fut la perle du printemps arabe.

Marie Verdier

(1) Sept circonscriptions à l'étranger, sans candidats, devront voter ultérieurement.

(2) Riveneuve, 2022, 280 p., 22,50 €.

Au Pakistan, attentat sanglant contre une mosquée de Peshawar

— Une explosion est survenue lundi 30 janvier dans un lieu de culte situé au cœur du quartier général de la police de Peshawar.

— En fin de journée hier, le bilan s'élevait à au moins 47 morts et 150 blessés.

— Les regards se tournent vers le mouvement des talibans au Pakistan (TTP).

Il était près de 13 h 30 heure locale, l'heure de la prière de l'après-midi, lorsqu'une énorme explosion a retenti dans l'enceinte du quartier général de la police de Peshawar, dans le nord-ouest du pays, près de la frontière avec l'Afghanistan. Une partie du bâtiment de la mosquée a été littéralement soufflée. Lundi 30 janvier, en fin de journée, le bilan était très lourd : au moins 47 morts et 150 blessés, pour l'essentiel des policiers, selon des sources hospitalières. Il pourrait être bien supérieur : selon le responsable de la police de Peshawar, Muhammad Ijaz Khan, 300 à 400 policiers



étaient sur place au moment de l'explosion et «beaucoup sont enterrés sous les décombres». La déflagration, qui s'est produite parmi les fidèles assemblés pour la prière, pourrait être liée à un attentat-suicide, selon les enquêteurs sur place.

Selon l'agence Associated Press, un commandant des talibans au Pakistan, Sabarkaf Mohmand, a revendiqué l'attaque sur Twitter. La prudence restait toutefois de mise, le principal porte-parole du groupe n'ayant pas confirmé publiquement cette déclaration, alors que le compte

de Sabarkaf Mohmand a été rapidement suspendu.

Le groupe des talibans au Pakistan, aussi connu sous le nom de Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), est très actif depuis une quinzaine d'années. Il réclame une application plus stricte des lois islamiques, la libération de ses membres détenus par le gouvernement d'Islamabad et une réduction de la présence militaire pakistanaise dans les zones de la province de Khyber Pakhtunkhwa qu'il a longtemps utilisées comme base et dont Peshawar est la capitale.

Depuis plusieurs mois, le Pakistan est confronté à une détérioration sensible de sa sécurité.

Chassé du Pakistan par une offensive militaire en 2014, le groupe a resurgi au moment de la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan à l'été 2021, avec lesquels il partage des racines communes. «La violence revendiquée ou imputée au TTP et à d'autres groupes militants

a tué près de 1 000 Pakistanais, dont près de 300 membres des forces de sécurité, dans quelque 376 attaques terroristes en 2022», selon Voice of America.

Depuis plusieurs mois, le Pakistan est confronté à une détérioration sensible de sa sécurité. Plusieurs attentats ont été revendiqués par les talibans du TTP, mais également par la branche régionale du groupe djihadiste État islamique, l'EI-K, ou encore par des groupes séparatistes baloutches. En mars 2022, une mosquée chiite de Peshawar avait été la cible d'un autre attentat à la bombe revendiqué par l'EI-K, causant 64 morts.

Dans la capitale, la police d'Islamabad a émis une alerte de sécurité élevée, indiquant que les contrôles à tous les points d'entrée et de sortie de la ville avaient été renforcés. Le premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif a fermement condamné l'attaque, affirmant que ceux qui étaient à l'origine de l'incident n'avaient «rien à voir avec l'islam», avant de se rendre sur les lieux de l'attentat.

Sophie Alary

essentiel

Syrie — Des raids meurtriers visent des convois d'armes iraniennes

Onze personnes ont été tuées, dimanche 29 et lundi 30 janvier, dans la région de Boukamal, proche de la frontière irakienne, dans l'est de la Syrie. Les frappes visaient des convois transportant des armes iraniennes et des combattants dans une région où les milices pro-iraniennes ralliées au régime syrien sont fortement implantées. Le commanditaire de ces frappes n'a pas été identifié, mais par le passé, des raids similaires avaient été attribués à Israël ou à la coalition anti-djihadiste.

Israël — Le chef de la diplomatie américaine en déplacement

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a de nouveau appelé Israéliens et Palestiniens à éviter d'«attiser les tensions», aussitôt après son arrivée lundi 30 janvier à Tel-Aviv. «C'est la seule façon de mettre un terme à la vague de violences qui a coûté trop de vies : trop de vies israéliennes, trop de vies palestiniennes», a-t-il ajouté. Cette visite est la deuxième étape d'une tournée moyen-orientale éclair ayant débuté la veille en Égypte. Il doit rencontrer ce mardi 31 janvier le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à Ramallah, en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967.

Otan — La Finlande espère encore adhérer avec la Suède

La Finlande espère toujours adhérer à l'Otan en même temps que la Suède, a affirmé lundi 30 janvier son chef de la diplomatie après que le président turc Erdogan a évoqué l'hypothèse d'accorder un feu vert seulement à Helsinki. La Turquie avait récemment donné un coup d'arrêt à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'Otan, en reportant sine die une rencontre tripartite initialement prévue début février et destinée à lever les objections d'Ankara à leur candidature.

sur la-croix.com

— La piraterie en mer recule dans le monde